



Congrès ordinaire d'Aarau

La crise financière n'est pas un accident, mais la crise d'un système

Alain Berset, conseiller national (FR) et vice-président du groupe PS de l'Assemblée fédérale

Seules les paroles prononcées font foi.

Camarades,

Nous parlons de 68 milliards de francs, pour une seule banque ! Cela représente 10'000 francs par personne en Suisse, 50'000 francs pour une famille de 5 personnes. C'est le revenu moyen dans le canton de Fribourg ! Cette montagne d'argent public est utilisé pour sauver une seule banque. Parce que quelques-uns, parmi les plus arrogants des dirigeants du capitalisme sauvage, ont fait de monumentales erreurs. Ils ont pensé être invincibles. Ils ont pensé avoir toujours raison. Et ils ont pris des risques en croyant que rien ne pouvait leur arriver. C'est dans cette situation qu'ils ont fait les pires erreurs.

La lecture de la presse, jeudi dernier, avait quelque chose d'incroyable. On pouvait lire tous les soi-disant plus grands experts dans les journaux, dire que la crise était passée, que la Suisse était un îlot bien protégé par des banques indestructibles.

Dans les mêmes heures, c'est exactement le contraire qui se passait. Le Conseil fédéral et la BNS mettaient 68 milliards d'argent public sur la table, pour tenter de sauver l'UBS.

Crise de système et non un accident de parcours

Camarades, ce qui s'est passé les derniers jours n'est pas ordinaire. La crise financière que nous voyons se développer n'est pas juste un accident, comme essaient de le faire croire ceux qui l'ont provoquée. C'est une crise profonde, c'est une crise grave. Et nous devons admettre que c'est une crise qui aura des répercussions sur les emplois, sur le chômage et sur les assurances sociales. Nous devons nous y préparer.

Mais surtout, camarades, ce n'est pas seulement une crise financière, c'est la crise de tout un système fondé sur les profits à court terme, sur le mépris de la politique et de la démocratie. C'est une crise qui ébranle et défait les certitudes de ceux qui ont cru qu'un libéralisme sauvage ferait le bonheur de la société.

C'est aussi la crise des experts en tous genres, des donneurs de leçons, qui ont professé durant des années la supériorité du dogme libéral sur toute autre forme de réflexion politique.

On a le sentiment que les mots « Etat » ou « social » ou « socialiste » étaient presque devenus des gros mots dans la bouche des plus grands adeptes du capitalisme sauvage.

Durant des décennies, les idéologues du marché se sont multipliés, ils ont martelé que le marché serait le meilleur moyen de régler tous les problèmes. Nous voyons aujourd'hui ce qu'il en est. Le marché tel qu'il existe ne règle rien.

Il n'empêche pas l'effondrement d'un système financier qui a pris le pas sur l'économie réelle. Il n'empêche pas les boni famineux que quelques-uns se sont eux-mêmes servis. Il n'empêche pas les incompetents d'atteindre des responsabilités qui devraient leur être déniées. En fait, la toute puissance du marché n'existe pas. C'est un mythe qui sert les intérêts des plus forts, au détriment des intérêts de la collectivité et d'une répartition juste des richesses.

Un an de silence assourdissant

Depuis le début de l'année, nous, socialistes, demandons des mesures pour mieux surveiller les banques. Nous demandons des mesures pour les contraindre à une meilleure protection par des fonds propres plus élevés. Nous demandons de vérifier que les activités d'investissement aux Etats-Unis, des activités très risquées, ne mettent pas en danger le crédit aux entreprises et aux ménages en Suisse, ne mette pas en danger les carnets des petits épargnants. Nous demandons depuis des mois que l'on s'occupe de l'action de la Banque nationale suisse.

Depuis des mois, nous tentons, seuls contre tous, de défendre le pays contre les dérives du capitalisme sauvage.

Pendant des mois, nous avons parlé seuls, dans le désert. Les autres partis étaient absents. Le Conseil fédéral était absent. Pas un bruit durant des mois et puis, jeudi dernier, une apparition, aussi tardive qu'inattendue. Allait-on enfin nous annoncer un plan de soutien à l'économie suisse en prévision des mois à venir ? Allait-on enfin nous annoncer des mesures concernant la surveillance des banques ou la sécurité des petits épargnants ?

Non. Rien de tout cela : parce que si le Conseil fédéral est sorti de son silence jeudi dernier, c'était pour annoncer que la catastrophe était déjà là et pour nous annoncer qu'il n'y avait rien d'autre à faire que de racheter les actifs pourris de l'UBS, pour le montant historique de 68 milliards de francs.

Le résultat, camarades, c'est que nous sommes tous ici, enfants compris, propriétaires contre notre volonté de papiers qui se trouveront bientôt aux îles Caïmans, de papiers qui ne valent peut-être plus rien, mais pour lesquels nous avons chacun donné 10'000 francs.

Nous sommes l'alternative

Celles et ceux qui, dans les milieux économiques et politiques, nous ont conduit dans cette impasse, prétendent aujourd'hui que c'est un accident, et ils prétendent que quelques rapides mesures sauveront le système.

Nous devons leur dire haut et fort que la confiance n'est pas seulement entamée envers les banques, mais qu'elle l'est aussi envers la politique qu'ils ont menée. Et nous devons rappeler que nous nous sommes battus contre cette politique et qu'elle a été menée contre notre avis. Nous devons leur dire que ceux qui ont conduit le système dans un mur ne peuvent pas prétendre apporter la solution ! Nous devons leur dire que nous, socialistes, nous sommes là ! Nous sommes là et nous allons plus que jamais défendre les intérêts de la population pour remettre la politique au centre du jeu, pour remettre les gens au centre du jeu, pour redonner un rôle important à l'Etat comme acteur économique.

Nous les socialistes, nous qui nous battons pour la solidarité, pour l'égalité et pour la justice sociale, nous devons dire aujourd'hui, haut et fort, nous devons dire « oui, messieurs les banquiers, oui messieurs les bourgeois, nous sommes de retour ! »

Pour quoi faire ?

- **Premièrement, pour dire qu'il est exclu de faire porter à la population seule le poids des actions pourries de l'UBS.**

Privatiser les bénéfiques, relancer l'UBS avec la perfusion de l'Etat et laisser les pertes et les actions pourries aux contribuables, voilà qui semble convenir aux partis de droite. Pas à nous ! Nous disons non à 68 milliards de francs sans une contrepartie sérieuse, sans des garanties pour les citoyens.

Nous disons non à la poursuite des salaires scandaleux de managers. Il est exclu que les contribuables paient des impôts qui servent à sauver une banque pendant que les top managers de ces banques se servent des primes indécentes.

Nous disons non à une société poubelle installée dans un paradis fiscal à l'autre bout de la planète, un paradis connu pour sa déréglementation totale, une pratique qui est justement à l'origine de la crise actuelle.

- **Deuxièmement, nous exigeons que les responsables rendent des comptes.**

C'est la plus grande débâcle de tous les temps pour notre pays. Les profiteurs de cette culture du bonus doivent rembourser les millions qu'on leur a donnés et il est exclu qu'une banque sauvée par l'argent des contribuables verse des salaires supérieurs à 1 million de francs par an.

Les dirigeants qui ont conduit l'UBS à la faillite ne sont plus crédibles. Ils doivent partir car ils ne sont plus crédibles pour relancer l'UBS.

- **Troisièmement, il faut en finir avec les salaires mirobolants et les millions de primes.**

Des salaires exorbitants sont une cause de cette crise. L'économie suisse doit définitivement se débarrasser des salaires exagérés, des primes et des indemnités de dé-

part de plusieurs millions de francs. Le rapport entre le salaire le plus élevé et les salaires les plus bas doit rester dans des proportions acceptables. Il faut interdire les bonus qui récompensent la prise de risques car ils sont un modèle dangereux en termes d'incitation. L'initiative fédérale déposée contre les rémunérations excessives tombe à pic et trouvera un grand écho dans la population.

Conclusion

Les marchés se sont effondrés d'un coup, et avec eux les certitudes et l'arrogance de ceux qui ont donné tellement de leçons à la politique.

Il y a dix ans, les patrons des plus grandes banques du pays écrivaient le livre blanc, demandant la privatisation des assurances sociales, la privatisation de l'école, la libéralisation de tous les marchés, à commencer par l'électricité. Dix ans après, les mêmes se tournent vers l'Etat pour appeler au secours.

Le libéralisme économique s'est battu lui-même. Il n'a pas su empêcher ses propres excès de le ronger et de le détruire. C'est une rupture historique qui doit entraîner un changement de politique. La culture de dérégulation néolibérale et de libéralisations a lamentablement échoué. Aujourd'hui, elle est en feu, demain il en restera des cendres.

Camarades, c'est à nous maintenant qu'il appartient de construire l'avenir.